



Assemblée générale

Distr. générale
11 novembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session
Point 161 de l'ordre du jour
Financement de la Mission d'administration
intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la Mission	9
D. Partenariats et coordination des activités du système des Nations Unies	9
E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	24
A. Ressources financières	24
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	25
C. Engagements d'exercices antérieurs : annulations	25
D. Gains d'efficacité	26
E. Autres produits et ajustements, et avances internes	26
F. Activités de fond et activités relatives aux programmes	27
G. Contributions non budgétisées	28
IV. Analyse des écarts	28



V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	30
VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/274	31

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 et l'objectif de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) est mise en évidence dans des tableaux du cadre de budgétisation axée sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante opérationnelle et composante Appui).

La Mission a engagé des dépenses d'un montant de 40,6 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,9 % (les dépenses de l'exercice 2022/23 s'étaient élevées quant à elles à 40,7 millions de dollars et le taux d'exécution à 96,9 %).

Le solde inutilisé de 37 600 dollars est le résultat net des facteurs suivants : a) un dépassement de crédits au titre du personnel civil, en raison principalement de coûts salariaux supérieurs aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan international et sur le plan national ; b) une sous-utilisation des crédits au titre des dépenses opérationnelles, qui s'explique principalement par la réaffectation des ressources face à l'augmentation, par rapport aux prévisions, des besoins au titre du personnel civil.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.)

Catégorie	Montant alloué ^a	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	574,0	576,9	(2,9)	(0,5)
Personnel civil	31 592,0	33 040,5	(1 448,5)	(4,6)
Dépenses opérationnelles	8 500,5	7 011,5	1 489,0	17,5
Montant brut	40 666,5	40 628,9	37,6	0,1
Recettes provenant des contributions du personnel	4 154,6	4 286,8	(132,2)	(3,2)
Montant net	36 511,9	36 342,1	169,8	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	40 666,5	40 628,9	37,6	0,1

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^a
Observateurs militaires	8	8	–
Police des Nations Unies	10	9	10,0
Personnel recruté sur le plan international	113	97	14,2 %
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	33	33	–
Agents des services généraux	186	177	4,8

Volontaires des Nations Unies

Volontaires recrutés sur le plan international	24	21	12,5
--	----	----	------

^a Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 (exercice 23/24), que le Secrétaire général a présenté dans son rapport du 7 février 2023 (A/77/723), s'élevait à 40 701 500 dollars (montant net : 36 546 900 dollars). Il devait permettre de financer les dépenses afférentes au déploiement de 8 observateurs militaires, 10 membres de la police des Nations Unies, 113 agents recrutés sur le plan international, 219 agents recrutés sur le plan national, à savoir 33 administrateurs et 186 agents des services généraux, et 24 Volontaires des Nations Unies.

2. Dans son rapport en date du 14 avril 2023, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits d'un montant brut de 40 666 500 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 (A/77/767/Add.4, par. 41).

3. Par sa résolution 77/311, l'Assemblée générale a ouvert des crédits d'un montant de 40 666 500 dollars (montant net : 36 511 900 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission pendant l'exercice 2023/24. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le mandat de la MINUK a été défini par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1244 (1999).

5. La Mission a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre l'objectif général consistant à instaurer les conditions nécessaires pour que tous les habitants du Kosovo puissent vivre en paix et dans des conditions normales et à promouvoir la stabilité dans la région des Balkans occidentaux.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (composante opérationnelle et composante Appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2023/24, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. La MINUK a œuvré à la réalisation de son objectif stratégique, à savoir renforcer et consolider la paix, la sécurité et la stabilité au Kosovo et dans la région. Ses priorités stratégiques ont consisté à contribuer à la mise en œuvre des accords conclus entre Belgrade et Pristina dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne, à continuer de promouvoir la confiance entre les communautés, à fournir un appui dans les domaines des droits humains et de l'état de droit et à assurer ses fonctions de coordination et de facilitation. Eu égard à ces priorités, la Mission a tenu

compte des questions de genre et des questions intéressant les jeunes dans tous les aspects de son action, en application des résolutions 1325 (2000), concernant les femmes et la paix et la sécurité, et 2250 (2015), sur les jeunes et la paix et la sécurité, du Conseil de sécurité, ainsi que des résolutions ultérieures sur ces questions.

9. La MINUK a également continué de mettre l'accent sur le renforcement de la confiance et le règlement des problèmes entre les communautés. À cette fin, elle a organisé 1 978 réunions avec les autorités locales et centrales, la société civile et les principales parties prenantes afin de suivre les questions liées aux communautés et d'en rendre compte, ainsi que pour faciliter le règlement des problèmes affectant les communautés non majoritaires, s'agissant notamment du nettoyage du cimetière orthodoxe serbe de la ville de Ferizaj/Uroševac et de la reprise de l'approvisionnement en électricité dans une partie du village de Grackë e Vjetër/Staro Gracko.

10. Du 21 au 23 novembre 2023, à Thessalonique (Grèce), la MINUK a organisé le Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo, qui avait pour thème « Accompagner le vivre ensemble pour un avenir meilleur ». Cette rencontre marquait à la fois le cinquième anniversaire des activités de renforcement de la confiance de la MINUK et le renouvellement, par les acteurs locaux, de leurs engagements. Durant trois journées de discussions productives, 120 représentantes et représentants de la société civile, des médias et d'institutions de différentes communautés du Kosovo ont formulé et suggéré près de 30 recommandations concrètes et points d'action connexes pour faire avancer le programme de renforcement de la confiance.

11. La Mission a également continué de suivre les questions relatives aux droits humains, à l'état de droit et à la sécurité et d'en rendre compte, ainsi que de fournir un appui dans ces domaines, notamment : a) en veillant à l'application des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits humains et en facilitant le dialogue entre les institutions kosovares, d'une part, et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et les organes conventionnels, d'autre part ; b) en continuant d'appuyer les mesures prises pour régler la question des personnes portées disparues ; c) en fournissant une assistance institutionnelle limitée afin de promouvoir les priorités du Kosovo en matière d'état de droit, notamment l'intégration du système judiciaire, et de compléter les activités entreprises par les autres partenaires internationaux ; d) en authentifiant les documents d'état civil ; e) en exécutant des fonctions liées à l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

12. Bien que l'application des accords facilités par l'Union européenne ait progressé au cours des 12 derniers mois, les tensions entre Belgrade et Pristina se sont accrues. Le 24 septembre 2023, une atteinte à la sécurité a eu lieu près du village de Banjska/Banjskë (municipalité de Zvečan/Zveçan), dans le nord du Kosovo, lorsqu'une trentaine d'individus armés ont érigé des barrages routiers et attaqué des policiers kosovars. L'affrontement a fait un mort et deux blessés parmi les policiers, et trois morts parmi les assaillants armés. Huit Serbes du Kosovo ont été interpellés, mais d'autres suspects ont pris la fuite et franchi la frontière administrative pour se rendre en Serbie.

13. Au cours de la période considérée, la Mission a continué d'utiliser le Système complet de planification et d'évaluation de la performance pour renforcer l'efficacité de ses opérations. Elle a ainsi procédé à une évaluation des performances qui a aidé son équipe dirigeante à mesurer les résultats obtenus et l'efficacité de l'action menée, sur la base de données et d'analyses. Elle a en outre continué d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie « Action pour le maintien de la paix Plus » du Secrétaire général.

Activités de fond et autres activités relatives aux programmes

14. Au cours de l'exercice considéré, la Mission s'est attachée à avancer sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo, ainsi qu'à progresser dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains. Pour ce faire, elle a exécuté 48 projets, dont 21 projets de renforcement de la confiance et 27 autres projets relatifs aux programmes, qui ont largement contribué à promouvoir la mise en œuvre de son mandat. Ces activités ont donné des résultats concrets et tangibles en ce qui concerne le renforcement de la confiance et la réconciliation, la promotion de l'inclusion des groupes non majoritaires et marginalisés, la défense et la protection des droits humains, le soutien dans le domaine de l'état de droit, et la promotion des programmes relatifs aux femmes et à la paix et à la sécurité et aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

15. Sur les 48 projets relatifs aux programmes mis en œuvre au cours de l'exercice considéré, 2 l'ont été par la Mission, 1 par la Mission en collaboration avec des partenaires de réalisation, et 45 uniquement par des partenaires de réalisation externes. En ce qui concerne ces derniers projets, 4 ont été mis en œuvre par l'équipe des Nations Unies au Kosovo et 41 par des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, dont 21 étaient des projets de renforcement de la confiance :

a) État de droit : sept projets ont été mis en œuvre par la Mission dans le domaine de l'État de droit. Le premier de ces projets concernait la prestation de services par neuf traducteurs et traductrices, à savoir la traduction de plus de 2 000 documents, et la formation de jeunes juristes issus de communautés non majoritaires. Le deuxième a consisté à mettre en place une plateforme propice à la tenue d'un dialogue constructif entre les communautés serbe et albanaise afin de promouvoir la coopération sur des questions ayant trait à l'état de droit. Le troisième a permis d'améliorer le système d'archivage utilisé par les tribunaux de première instance et d'instaurer un système de traduction centralisé afin de soutenir le passage à des tribunaux virtuels, avec à la clef un renforcement de l'égalité d'accès à la justice et du respect des droits linguistiques. Le quatrième a conduit à l'installation d'une boulangerie et à l'organisation d'une formation professionnelle destinée aux détenus dans l'établissement pénitentiaire de Mitrovica, contribuant ainsi à renforcer le processus de réinsertion. Quant aux cinquième et sixième projets, ceux-ci ont contribué à renforcer l'état de droit dans le nord du Kosovo, tandis que le septième a permis d'appuyer l'association des femmes du Service de police du Kosovo, grâce à l'organisation d'une formation sur la gestion du stress à l'intention des policières ;

b) Promotion et protection des droits humains : six projets ont été mis en œuvre par la Mission dans ce domaine. Trois d'entre eux visaient à faire progresser le respect des droits humains en sensibilisant le public, en donnant aux organisations de la société civile et aux étudiants des moyens d'agir, et en promouvant les droits linguistiques. Les quatrième et cinquième projets étaient destinés à favoriser le respect des droits humains et la non-discrimination au niveau local et à renforcer les droits des personnes handicapées. Le sixième projet avait pour objectif d'encourager la déstigmatisation des victimes de violences sexuelles liées aux conflits et de renforcer les capacités des institutions concernées ;

c) Stabilisation des communautés : 30 projets, dont 21 projets de renforcement de la confiance, ont été mis en œuvre par la Mission dans ce domaine. Deux projets, qui visaient notamment à sensibiliser les dirigeants communautaires et les décideurs institutionnels à la promotion continue des principes de renforcement de la confiance, ont conduit à la production d'un documentaire destiné à conscientiser le public sur la cause des personnes portées disparues dans toutes les communautés du Kosovo, ainsi qu'à l'organisation d'activités de proximité devant donner un nouvel

élan à l'instauration d'un climat de confiance. Le troisième projet a consisté à organiser quatre ateliers visant à cerner les sujets de préoccupation communs aux communautés, à encourager ces dernières à unir leurs forces pour venir à bout des difficultés rencontrées, et à choisir dans les communautés des personnes, y compris des femmes et des jeunes issus de communautés non majoritaires, dont la mission serait de représenter leur communauté auprès d'un nouveau comité d'examen des projets chargé d'évaluer les propositions devant permettre de régler les problèmes recensés. Le quatrième projet visait notamment à soutenir l'organisation, au Kosovo, d'une manifestation de trois jours connue sous le nom de « Forum SPARKS ». Véritable plateforme de discussion sur les défis communs, de partage d'expériences et de recherche d'approches collaboratives, ce forum a contribué à l'autonomisation des jeunes et au développement de l'esprit d'initiative, ainsi qu'à la sensibilisation au rôle des femmes dans les affaires et l'entrepreneuriat. Le cinquième projet a permis de soutenir la publication de 40 articles de lutte contre la mésinformation, l'organisation d'ateliers sur la vérification des faits destinés à 40 jeunes journalistes et étudiants, et la tenue de 10 sessions d'information – à l'intention de plus de 220 étudiants universitaires et lycéens – sur les risques de voir relayés au Kosovo des discours clivants du fait de la mésinformation. Le sixième projet a contribué à la création et à la promotion d'un forum en ligne pour la planification d'initiatives de renforcement de la confiance au sein des communautés. Les septième et huitième projets étaient axés sur l'instauration d'un climat de confiance grâce à l'art et à l'organisation d'activités éducatives et culturelles à l'intention des communautés rom, ashkali et égyptienne de la région de Mitrovica, des efforts qui ont conduit à la tenue de 25 activités culturelles et d'un festival littéraire, ainsi qu'à l'achat de fournitures scolaires pour 140 personnes. Le neuvième projet visait à soutenir la construction, à Mitrovica-Sud, d'un refuge pour les personnes rescapées d'actes de violence fondée sur le genre. Inspirées par cette expérience, d'autres municipalités se sont jointes à l'initiative et ont mis en place des refuges similaires, faisant du projet un effort intercommunautaire ;

d) Les 21 projets ayant trait au renforcement de la confiance ont favorisé l'instauration d'un climat de confiance, la coopération interethnique et la réconciliation. Quatre portaient sur l'autonomisation économique et les moyens de subsistance ; quatre visaient à promouvoir la protection de l'environnement ; deux ont consisté à mieux faire connaître les besoins et les préoccupations des femmes ; cinq ont consisté à améliorer les relations entre les communautés, le dialogue interculturel et l'intégration ; trois ont favorisé les échanges entre les communautés par le truchement de la culture, de l'art et du sport ; deux ont offert des possibilités de renforcement des capacités et d'appréciation de la diversité linguistique ;

e) Les femmes et la paix et la sécurité : quatre projets ont été mis en œuvre dans ce domaine. Deux ont permis d'organiser une exposition sur les réalisations des femmes du Kosovo, ainsi que d'engager des discussions avec d'éminentes dirigeantes du Kosovo et d'appuyer des groupes de soutien aux femmes à l'aide de programmes de mentorat et de mise en réseau, l'objectif étant de favoriser l'inclusivité aux postes de direction. Le troisième projet a consisté à organiser une formation professionnelle visant à améliorer les compétences de plus de 60 femmes issues de groupes marginalisés en matière de gestion. Le quatrième projet a servi à produire, promouvoir et diffuser une série de podcasts repensant la place des femmes au Kosovo et dans ses villes ;

f) Les jeunes et la paix et la sécurité : un projet a été mis en œuvre pour faire progresser le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité. Le projet comprenait l'organisation de l'Assemblée annuelle de la jeunesse, à laquelle ont participé plus de 230 personnes issues de diverses communautés de la région, qui ont remis en question les clivages ethniques, recensé les problèmes communs et recherché

des solutions. Cette initiative est venue appuyer les efforts déployés par la Mission pour accroître la participation des jeunes à la gouvernance locale et la mobilisation des communautés multiethniques.

C. Activités d'appui de la Mission

16. La Mission a continué de fournir, de manière efficace et rationnelle, les services logistiques, administratifs et techniques correspondant à son mandat ; pour ce faire, elle a exécuté les produits prévus, amélioré la qualité des services et réalisé des gains d'efficience.

17. La Mission a continué d'appliquer sa stratégie de gestion de la qualité en mettant l'accent sur le renforcement accru des capacités d'informatique décisionnelle aux fins de la gestion de la performance opérationnelle, de la transparence et de la communication d'informations, tout en partageant les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, s'agissant notamment de l'élaboration de multiples tableaux de bord et de l'organisation d'une formation à Power BI. Elle a poursuivi ses efforts visant le renouvellement de ses certificats et le maintien de ses systèmes de gestion de la qualité, conformément aux exigences de la norme 9001:2015 de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) (relative aux systèmes de management de la qualité). Elle a en outre réalisé des audits de surveillance annuels et obtenu une nouvelle certification pour les normes ISO 9001:2015 (relative aux systèmes de management de la qualité), 45001:2018 (relative aux systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail) et 27001:2013 (relative aux systèmes de management de la sécurité de l'information).

18. L'exercice 2023/24 a été marqué par des défis importants découlant de l'augmentation des dépenses non discrétionnaires relatives au personnel civil. Face à cette situation, la MINUK a adopté des mécanismes de gouvernance visant à améliorer la gestion des ressources, en se concentrant sur les domaines suivants : a) amélioration de la planification et des prévisions ; b) optimisation de l'utilisation des ressources et gestion globale des risques ; c) amélioration du suivi et de la communication des données.

19. Le budget approuvé pour l'exercice 2023/24 prévoyait notamment l'acquisition de biens à des fins de remplacement et plusieurs projets de construction, d'aménagement et de rénovation, mais ces activités ont été reportées en raison de la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil. Les projets ci-après ont ainsi été remis à plus tard : a) installation d'un système solaire supplémentaire au siège de la Mission, à Pristina ; b) amélioration du système de chauffage et de climatisation dans la zone E du quartier général de la Mission ; c) peinture des murs intérieurs. La Mission a cependant installé des robinets équipés de détecteurs dans le Bureau des Nations Unies à Belgrade, pour un coût inférieur aux prévisions du fait du recours à des moyens internes.

D. Partenariats et coordination des activités du système des Nations Unies

20. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX) et la Force internationale de sécurité au Kosovo (KFOR) ont continué de s'acquitter des fonctions qui leur avaient été confiées dans le cadre de la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité et d'échanger des informations avec la Mission sur les questions relatives à la paix, à la sécurité et à l'état de droit. La MINUK a également continué de se réunir avec des représentants de l'Union européenne, d'EULEX, de la KFOR,

de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et de l'équipe des Nations Unies au Kosovo, en plus de tenir des réunions bilatérales régulières avec chacune de ces organisations.

21. En outre, la Mission a continué de faciliter les activités de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), conformément aux mémorandums d'accord conclus avec chacun d'eux.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : composante opérationnelle

Réalisation escomptée 1.1 : Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1.1.1 Augmentation du nombre d'activités engagées ou menées par les institutions municipales ainsi que par les organisations de la société civile et les organisations locales pour promouvoir, dans toutes les municipalités du Kosovo, l'intégration des communautés et renforcer la confiance entre celles-ci (2021/22 : 863 ; 2022/23 : 927 ; 2023/24 : 890)	Objectif atteint. En tout, 1 260 décisions et activités ont été prises ou engagées et menées pour promouvoir le développement local, la confiance et la réconciliation entre les communautés, et l'autonomisation des femmes et des jeunes
1.1.2 Mise en œuvre, par le Gouvernement kosovar, les municipalités et les organisations de la société civile dans l'ensemble du Kosovo, des initiatives ayant trait aux droits humains en lien avec le Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo (2021/22 : 18 ; 2022/23 : 12 ; 2023/24 : 13)	Objectif atteint. La Mission a donné suite aux recommandations formulées en mai 2018 par le Forum des Nations Unies sur le renforcement de la confiance au Kosovo et mis en œuvre 13 initiatives ayant trait aux droits humains, avec la participation des autorités kosovares et de la société civile

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Règlement des problèmes touchant les communautés, les rapatriements et le patrimoine culturel par un travail de facilitation et l'organisation de réunions quotidiennes avec les autorités locales et centrales, les représentants et représentantes de la société civile, les associations de femmes et les principaux responsables dans toutes les municipalités du Kosovo	Oui	La MINUK a organisé 1 978 réunions afin de faciliter le règlement des problèmes touchant les communautés non majoritaires, ainsi que d'assurer un suivi des questions liées aux communautés et d'en rendre compte, ce qui a permis de résoudre 7 problèmes
Évaluation des conditions de vie et de sécurité et de la situation socioéconomique des rapatriés au moyen de visites trimestrielles et de réunions avec des rapatriées dans 23 sites et villages d'accueil,	Oui	Des visites des sites d'accueil ont été effectuées tous les trimestres et la MINUK a par ailleurs évalué les conditions de vie et de sécurité et la situation socioéconomique de 294 familles de rapatriés (831 personnes). Les conditions d'hébergement et l'accès

et évaluation des conditions et de la situation des déplacés présents dans 8 centres collectifs de la région de Mitrovica, l'objectif étant de favoriser le retour et l'intégration durables des déplacés au Kosovo

Établissement et diffusion électronique, par la MINUK, de 250 rapports de terrain visant à faciliter la prise de décisions concertées et en connaissance de cause sur les questions et les problèmes touchant les communautés, tels que les rapatriements, les questions de genre, l'intégration, le patrimoine religieux et culturel, le respect des règles relatives aux langues et les questions de sécurité, de façon à accroître la coopération avec les partenaires locaux et internationaux, en particulier l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, l'OSCE, l'Union européenne, EULEX, le corps diplomatique et le gouvernement kosovar

Fourniture de conseils et d'un appui dans le cadre d'au moins 200 réunions qui seront organisées avec le Service de police du Kosovo, EULEX et la KFOR et qui porteront sur des questions politiques et des questions relatives à la sécurité dans le nord du Kosovo dans chacun des 5 bureaux municipaux relevant de la zone de responsabilité du Bureau régional de Mitrovica, et d'au moins 500 réunions qui seront organisées avec les autorités locales, les représentants et représentantes des communautés et de la société civile, ainsi que les organisations internationales dans le nord du Kosovo dans chacun des 5 bureaux municipaux relevant de la zone de responsabilité du Bureau régional de Mitrovica, l'objectif étant de renforcer la réconciliation entre les communautés et de faire progresser le règlement pacifique des problèmes touchant les communautés locales

Tenue de 12 réunions de coordination concernant l'évolution de la situation relative aux droits humains au Kosovo, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'Union européenne et l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, et d'au moins 5 réunions avec des représentants d'organisations de la société civile et des défenseurs des droits humains, qui porteront sur la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales

aux services publics ont dans l'ensemble été jugés satisfaisants, mais de nombreux rapatriés serbes du Kosovo âgés ont été touchés par l'interdiction du dinar serbe et les restrictions imposées en matière d'accès aux pensions et aux aides sociales du Gouvernement serbe

250 Rapports de terrain ont été établis et diffusés

206 Réunions sur l'évolution de la situation politique et des conditions de sécurité ont été organisées dans le nord du Kosovo avec le Service de police du Kosovo, la mission « État de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo et la KFOR

541 Réunions ont été organisées par les bureaux locaux de Mitrovica-Nord (175), Mitrovica-Sud (47), Zvečan/Zveçan (72), Leposavić/Leposaviq (122) et Zubin Potok (98), et par le Bureau régional de Mitrovica (27)

12 Réunions de coordination concernant les droits humains

17 Réunions avec des représentantes et représentants d'organisations de la société civile

Le nombre de réunions plus élevé que prévu s'explique par le fait que des organisations de la société civile ont demandé à ce que la situation du nord du Kosovo fasse l'objet d'échanges spécifiques

Fourniture, dans le cadre de 12 réunions, d'une assistance et d'un appui techniques au Cabinet du Premier Ministre et au Bureau du médiateur concernant le respect des normes internationales relatives aux droits humains

Participation à 8 réunions tenues par le groupe informel des conseillères et conseillers pour les questions de genre des organisations internationales présentes au Kosovo, à savoir EULEX, l'OSCE, le Bureau de l'Union européenne au Kosovo, la KFOR et le Conseil de l'Europe, afin d'intensifier les initiatives et activités communes de sensibilisation visant à promouvoir la prise en compte des questions de genre

Réunions semestrielles de la direction de la mission avec des femmes dirigeantes pour recenser les principaux besoins, préoccupations, possibilités et défis en matière de participation politique des femmes au Kosovo

Présentation au Conseil de sécurité de rapports semestriels sur l'évolution de la situation au Kosovo

Exécution de 22 projets axés sur le renforcement de la confiance dans le contexte de l'appui aux communautés, qui mettront l'accent sur la promotion du renforcement de la confiance entre celles-ci

Fourniture d'un appui aux initiatives de renforcement de la confiance entre les communautés dans le cadre d'activités relatives aux programmes axées sur le renforcement de la confiance relevant de 9 domaines, notamment le rôle revenant aux jeunes, les femmes et la communication stratégique

13 Réunions ont été organisées

4 Réunions du Groupe de la sécurité et des questions de genre, présidé par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), avec la participation de la MINUK, ont été organisées pour coordonner les activités et les priorités relatives au programme pour les femmes et la paix et la sécurité

Le nombre de réunions inférieur aux prévisions s'explique par la décision prise par ONU-Femmes, qui assure la présidence du Groupe de la sécurité et des questions de genre, de n'organiser que 4 réunions

2 Réunions

2 Rapports ont été rédigés par la Mission à l'intention du Conseil de sécurité ([S/2023/735](#) et [S/2024/282](#))

21 Projets axés sur le renforcement de la confiance ont été exécutés :

4 projets sur l'autonomisation économique et les moyens de subsistance

4 projets visant à promouvoir la protection de l'environnement

2 projets visant à mieux faire connaître les besoins et les préoccupations des femmes

6 projets destinés à améliorer les relations entre les communautés, le dialogue interculturel et l'intégration

3 projets sur la promotion des échanges entre les communautés par le truchement de la culture, de l'art et du sport

2 projets sur le renforcement des capacités et l'appréciation de la diversité linguistique

13 Projets ayant trait à l'organisation d'activités relatives aux programmes ont été exécutés :

9 projets sur la stabilisation des communautés et le renforcement de la confiance entre les populations locales, dont 2 étaient axés sur la communication stratégique

4 projets relatifs aux questions de genre

Établissement de revues de presse deux fois par jour 5 jours par semaine et distribution électronique à quelque 1 700 destinataires ; publication de 10 communiqués de presse et déclarations au nom de la Représentante spéciale du Secrétaire général à l'appui du mandat de la Mission sur la paix et la sécurité et dans des domaines tels que la coopération intercommunautaire et l'instauration de la confiance, les droits humains, et les femmes et la paix et la sécurité ; production et publication d'histoires multiethniques axées sur la recherche de solutions, sous la forme de 8 histoires vidéo originales et de courts métrages, ainsi que de 20 histoires originales sur le Web et de 30 messages sur les médias sociaux, afin de promouvoir la confiance entre les communautés, les droits humains, les femmes et la paix et la sécurité et les jeunes et la paix et la sécurité, et de fournir des informations sur les activités et les réalisations de la Mission ; préparation d'au moins 50 réponses aux questions envoyées à la MINUK

- 508 Revues de presse ont été distribuées par voie électronique pendant un an, deux fois par jour, à quelque 1 700 destinataires
- 8 Déclarations ont été publiées par la Représentante spéciale du Secrétaire général
- En outre, 5 réactions favorables ou critiques ont été publiées sur Facebook et X, et la Représentante spéciale du secrétaire général a participé à 1 entretien avec ONU Info
- 24 Histoires vidéo
- 52 Histoires sur le Web
- 209 Publications sur les médias sociaux (Facebook, Instagram et X)
- 49 Réponses aux questions envoyées à la MINUK via sa boîte aux lettres réservée à la presse

Réalisation escomptée 1.2 : Renforcement de la coopération et du dialogue entre Pristina et Belgrade et les organisations régionales

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.2.1 Augmentation du nombre d'affaires civiles réglées par le tribunal de première instance de Mitrovica et ses divisions établies à Leposavić/Leposaviq et à Zubin Potok, comme suite à l'achèvement de l'intégration du système judiciaire, conformément aux accords conclus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne (2021/22 : 4 622 ; 2022/23 : 4 960 ; 2023/24 : 1 900)

Objectif atteint. Selon les rapports du Conseil judiciaire du Kosovo, 3 243 affaires civiles ont été réglées

1.2.2 Augmentation du nombre de réunions tenues entre les représentants de Pristina et de Belgrade du Groupe de travail sur les personnes portées disparues à la suite des événements survenus au Kosovo, ainsi qu'au niveau des sous-groupes de travail (2021/22 : s/o ; 2022/23 : s/o ; 2023/24 : 3)

Seule une réunion a été tenue

Le fait que le nombre de réunions ait été inférieur aux prévisions est dû à des dissensions politiques entre les parties

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations

Fourniture de conseils et d'un appui, notamment au moyen de bons offices, sur toutes les questions liées à la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina qui

- 131 Réunions ont été organisées avec des responsables de Belgrade et de Pristina

entrent dans le cadre du mandat de la Mission, à l'occasion de 50 réunions organisées entre les dirigeants de la MINUK et les responsables de Pristina et de Belgrade

Présidence d'au moins 150 réunions avec des représentantes et représentants de la communauté internationale ou participation à ces réunions, afin d'améliorer la coordination avec les partenaires internationaux, à savoir le Bureau de l'Union européenne au Kosovo, EULEX, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et la KFOR

Utilisation des bons offices pour améliorer la coopération avec les interlocuteurs locaux et favoriser l'instauration d'un climat de confiance intercommunautaire, par le biais d'au moins 8 visites dans les municipalités

Fourniture d'un appui, par la participation à des réunions ou par d'autres moyens, concernant quelque 16 manifestations ou réunions relatives à : a) la prise de décision dans le cadre d'accords multilatéraux dont la MINUK est signataire au nom du Kosovo, notamment l'Accord de libre-échange d'Europe centrale ; b) la participation des institutions du Kosovo aux instances régionales et autres non couvertes par les accords relatifs à la représentation et à la coopération régionales convenus dans le cadre du dialogue facilité par l'Union européenne

Facilitation du dialogue entre Belgrade et Pristina concernant les personnes portées disparues, dans le cadre d'échanges réguliers, et participation à 5 réunions tenues avec les chefs des commissions gouvernementales sur les personnes portées disparues, le Comité international de la Croix-Rouge et les associations de familles de personnes portées disparues

Fourniture d'un appui, par l'organisation de 8 réunions du Comité de coordination avec la société civile sur les questions d'état de droit sur l'intégration et le fonctionnement du système judiciaire dans le nord du Kosovo

403 Réunions avec des représentants de la communauté internationale ont été organisées par les dirigeants de la MINUK

9 Municipalités ont été visitées par les dirigeants de la MINUK

66 Réunions internationales auxquelles ont participé les institutions du Kosovo ont été facilitées par la Mission

14 Réunions ont eu lieu, à savoir :

7 réunions tenues en avril à Belgrade et à Pristina avec les chefs des commissions gouvernementales de Belgrade et de Pristina sur les personnes portées disparues et les chefs de délégations auprès du Groupe de travail sur les personnes portées disparues

7 réunions tenues avec le Comité international de la Croix-Rouge en juillet, septembre, décembre, mars et mai. De plus, la MINUK s'est entretenue avec des représentants des familles de personnes portées disparues à Pristina et à Belgrade, ainsi qu'avec des représentants du Centre de ressources sur les personnes portées disparues, à Pristina

8 Réunions ont été organisées

Plaidoyer pour une participation inclusive des jeunes de toutes les communautés aux mécanismes de gouvernance, et mise en œuvre d'au moins 2 projets d'activités programmatiques, grâce auxquels un soutien direct sera fourni à au moins 5 initiatives menées par des jeunes dans le cadre de la Feuille de route du Kosovo sur les jeunes et la paix et la sécurité

- 1 Projet d'activités programmatiques, qui a permis la fourniture d'un soutien direct à 5 initiatives menées par des jeunes, a été exécuté par la MINUK en vue de faciliter la participation inclusive des jeunes de toutes les communautés aux mécanismes de gouvernance

Réalisation escomptée 1.3 : Progrès dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.3.1 Augmentation du niveau de satisfaction des personnes répondant aux enquêtes d'opinion sur le système judiciaire (2021/22 : 33,9 % ; 2022/23 : 24,4 % ; 2023/24 : 34 %)

L'enquête d'opinion réalisée au sujet du système judiciaire a révélé que le niveau de satisfaction du public est de 30 %

1.3.2 Diminution du nombre total d'affaires en souffrance dans les tribunaux du Kosovo (2021/22 : 228 257 ; 2022/23 : 261 918 ; 2023/24 : 176 000)

En tout, 266 183 affaires en souffrance ont été signalées par le Conseil judiciaire du Kosovo. Le fait que les affaires en souffrance soient de plus en plus nombreuses s'explique par un nombre plus élevé de nouvelles affaires que d'affaires résolues, une situation tenant à la baisse de l'efficacité des tribunaux après la démission des juges serbes du Kosovo

1.3.3 Respect du principe de responsabilité par les autorités kosovares dans le domaine des droits humains : application d'un pourcentage croissant de recommandations émanant du Bureau du médiateur du Kosovo (2021/22 : 27 % ; 2022/23 : 27 % ; 2023/24 : 56 %)

Au total, 230 recommandations ont été émises par le Bureau du médiateur du Kosovo en 2023, dont seulement 17,4 %, soit 40 d'entre elles, ont été entièrement mises en œuvre par les autorités kosovares. Le nombre moins élevé que prévu de recommandations appliquées par les autorités kosovares tient au fait que les ministères et les municipalités ont continué de disposer de ressources humaines limitées

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations*

Fourniture d'une assistance technique, dans le cadre de 12 réunions, afin de favoriser la réalisation de l'objectif de développement durable n° 16, qui porte sur la paix, la sécurité et la justice

34 Réunions ont été organisées

Suivi de 60 grandes affaires pénales par l'observation directe et par une revue de presse en vue d'évaluer le respect des normes et règles relatives à la justice pénale internationale et aux droits humains, et établissement de rapports connexes

207 Grandes affaires pénales ont été suivies par la MINUK, qui en a aussi rendu compte

Le nombre plus élevé que prévu d'affaires suivies s'explique par : a) l'augmentation notable des mises en accusation et des poursuites pour crimes de guerre, en particulier au Kosovo ; b) l'avancement du traitement de la demande d'adhésion du Kosovo au Conseil de l'Europe, ce dernier s'attachant à garantir que le Kosovo respecte les normes voulues en matière d'état de droit et de droits humains

<p>Traitement d'environ 2 800 demandes relatives à l'authentification et à l'homologation, par la Mission, de documents du Kosovo, notamment de pièces d'état civil, de titres de pension et de documents universitaires</p>	4 192 Documents ont été traités
<p>Traitement et établissement de documents, conformément à la législation en vigueur, concernant des demandes de diffusion d'avis de recherche internationaux (notices rouges INTERPOL), et traitement et renvoi de quelque 2 500 dossiers ouverts par INTERPOL (criminalité transfrontalière organisée et vols de véhicules à l'échelle internationale) aux fins d'enquête par les autorités du Kosovo compétentes</p>	<p>1 505 Dossiers ont été traités</p> <p>Le nombre de dossiers traités est inférieur aux prévisions du fait du nombre moins élevé que prévu de demandes d'informations en matière pénale adressées aux États membres d'INTERPOL ou émanant d'eux, concernant les éléments d'identification et les détails des infractions commises par des résidents habituels du Kosovo</p>
<p>Fourniture d'un soutien, grâce à la mise en œuvre de projets d'activités programmatiques dans 3 domaines ayant trait aux droits humains et à l'état de droit, à savoir ceux de :</p> <p>a) l'accès à la justice par la promotion des droits linguistiques ; b) l'amélioration des performances du système judiciaire intégré ; c) la promotion des droits humains auprès d'institutions locales œuvrant dans les secteurs de l'état de droit et des droits humains</p>	13 Activités programmatiques ont été menées dans les domaines de l'état de droit et de la justice (7) et des droits humains (6)
<p>Établissement, à la demande, d'au moins 3 communications destinées aux organes des Nations Unies et organes européens chargés des droits humains, après examen et révision des informations émanant des autorités du Kosovo, de l'Équipe des Nations Unies au Kosovo, de l'OSCE et d'autres parties prenantes</p>	3 Communications relatives à diverses affaires préoccupantes ont été adressées, avec l'aide de la MINUK, à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression
<p>Appui à la tenue d'au moins 1 visite d'un représentant de mécanismes régionaux ou de mécanismes relatifs aux droits humains au Kosovo</p>	Aucune visite de rapporteur(euse) spécial(e) n'a eu lieu pendant l'exercice 2023/24. Des discussions sont en cours concernant la préparation de la prochaine visite de la Rapporteuse spéciale sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association

Composante 2 : appui

Réalisation escomptée 2.1 : Fourniture à la Mission, dans les meilleurs délais, de services d'appui efficaces, rationnels et responsables

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

2.1.1 Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus 14,2 %

(2021/22 : 11,5 % ; 2022/23 : 16,8 % ;
2023/24 : 10 %)

2.1.2 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2021/22 : \geq 40,8 % ; 2022/23 : \geq 41 % ; 2023/24 : \geq 44 %) 40,8 %

2.1.3 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la publication de l'avis de vacance de poste à la sélection des candidats, pour tous les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2021/22 : \leq 142 ; 2022/23 : \leq 66 ; 2023/24 : \leq 48) 102 jours
Le nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement sur une liste de réserve a été plus élevé que prévu en raison de quelques cas isolés de retard dans le recrutement, qui ont empêché la Mission d'atteindre son objectif global en la matière

2.1.4 Nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la publication des avis de vacance à la sélection des candidats, pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7 (2021/22 : \leq 188 ; 2022/23 : \leq 260 ; 2023/24 : \leq 120) 268 jours
Le nombre moyen de jours civils nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques a été plus élevé que prévu en raison d'un seul cas de retard qui a eu une incidence significative sur cet indicateur clef de performance de la Mission

2.1.5 Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2021/22 : 88 ; 2022/23 : \geq 93 ; 2023/24 : 100) 93 points sur 100

2.1.6 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2021/22 : \geq 94 % ; 2022/23 : \geq 95 % ; 2023/24 : \geq 85 %) 98 %

2.1.7 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2021/22 : 100 % ; 2022/23 : 100 % ; 2023/24 : 100 %) 100 %

2.1.8 Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel (2021/22 : \geq 2 000 ; 2022/23 : \geq 2 000 ; 2023/24 : \geq 1 900) 2 000

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui, non	ou nombre	

Amélioration des services

Exécution du plan d'action environnemental de la Mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration	Oui	La MINUK a exécuté un plan d'action environnemental
--	-----	---

Conduite d'une enquête interne annuelle sur la satisfaction des clients afin de déterminer	Oui	L'enquête sur la satisfaction des clients pour l'année civile 2023 a eu lieu en mai et juin 2024. En tout, 106 membres du personnel de la MINUK y ont participé. Le taux global de satisfaction des clients a diminué,
--	-----	--

les points à améliorer et d'en tenir compte dans les programmes de travail annuels

passant de 80 % en 2023 à 77 % en 2024. Il a été tenu compte des points à améliorer pour accroître la satisfaction des clients

Conduite d'une évaluation annuelle des besoins de formation afin de déterminer les priorités de la Mission en matière de formation et de renforcement des capacités, conformément à son mandat et aux nouvelles priorités de l'Organisation

Oui L'évaluation annuelle des besoins de formation a été réalisée en octobre 2023

Amélioration de la gestion de la performance et des normes relatives à l'établissement de rapports à ce sujet au sein de la Mission et recours à des outils d'informatique décisionnelle aux fins de la communication d'informations sur la gestion de la performance de la Mission ; poursuite de la mise en œuvre de la norme ISO 9001:2015 relative aux systèmes de management de la qualité

Oui Le 5 octobre 2023, en préparation de l'audit de surveillance externe, la MINUK a procédé à un audit interne concernant la norme ISO 9001:2015, relative aux systèmes de management de la qualité, afin de s'assurer du respect continu des prescriptions de certification figurant dans cet instrument. Les 33 instructions permanentes, la politique qualité, le manuel-qualité et les différents processus associés à la norme ont été minutieusement examinés et mis à jour. L'audit de surveillance externe, achevé le 31 octobre 2023, a permis de constater que la MINUK respectait pleinement les consignes

Mise en œuvre du programme de santé et de sécurité au travail ; obtention de la certification ISO 45001:2018 relative aux systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail

Oui Le programme de santé et de sécurité au travail a été mis en œuvre. Un audit de surveillance a été mené à bien pour garantir le maintien de la conformité du programme avec la norme ISO 45001:2018, relative aux systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail

Élaboration et mise en œuvre de pratiques de gestion des risques ; vérification du respect de la certification ISO 31000:2018 relative au management du risque

Non Le respect de la certification ISO 31000:2018, relative au management du risque, n'a pas été vérifié, en raison de la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 40,7 millions de dollars

40,7 Millions de dollars (budget approuvé)

Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Mission, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU

1 État financier annuel

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 356 civils (113 agents recrutés sur le plan international, 219 agents recrutés

328 Membres du personnel civil ont reçu un appui des services de gestion des ressources humaines, à savoir :

97 Agents recrutés sur le plan international

210 Agents recrutés sur le plan national

sur le plan national et 24 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

Organisation d'activités de formation dans la zone de la Mission au bénéfice de 82 membres du personnel civil et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la Mission au bénéfice de 54 membres du personnel civil et de 1 militaire

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 108 demandes de voyage à l'intérieur de la zone de la Mission et 38 demandes de voyage en dehors de celle-ci à des fins autres que la formation, et 54 demandes de voyage à des fins de formation

Initiatives dans le domaine de l'environnement

Mise en œuvre d'initiatives conformes aux objectifs proposés dans le Plan d'action du Secrétariat de l'ONU pour le climat (2020-2030) présenté par le Secrétaire général, notamment la poursuite, par la Mission, de l'application de la norme ISO 14001:2015 relative aux systèmes de management environnemental

Installations et infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur un total de 13 bâtiments destinés au personnel civil répartis entre 5 sites

Exécution de 3 projets de construction, de rénovation et d'aménagement comprenant a) l'installation d'un système photovoltaïque supplémentaire au quartier général de la Mission à Pristina ; b) amélioration du

21 Volontaires des Nations Unies

Oui 19 activités de formation externe ont été organisées à l'intention de 22 membres du personnel civil

11 activités de formation ont été organisées à l'intérieur de la zone de la mission à l'intention de 21 membres du personnel civil

4 ateliers et activités de formation externes ont été suivis par 3 membres de la police des Nations Unies et 1 observateur(trice) militaire des Nations Unies

Le nombre d'activités de formation inférieur aux prévisions est dû à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil, laquelle a nécessité d'annuler un certain nombre d'ateliers et cours de formation

Oui Les demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel qui ont été traitées comprenaient :

58 demandes d'autorisation de voyage dans la zone de la Mission à des fins autres que la formation

140 demandes d'autorisation de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation

22 demandes d'autorisation de voyage de membres du personnel en vue de leur participation à 19 formations

1 Les initiatives et les plans environnementaux sont alignés sur le Plan d'action du Secrétariat de l'ONU pour le climat (2020-2030)

La norme ISO 14001:2015, relative aux systèmes de management environnemental, n'a pas été appliquée en raison de la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil

13 Bâtiments répartis entre 5 sites ont été entretenus et remis en état

Non Les 3 projets ont été reportés en raison de la réaffectation des ressources pour répondre à des besoins supérieurs aux prévisions au titre du personnel recruté sur les plans national et international.

système de chauffage et de climatisation dans la zone E du quartier général de la mission à Pristina ; c) la peinture des murs intérieurs et l'installation de robinets automatiques dans les locaux du Bureau des Nations Unies à Belgrade

Exploitation et entretien de 14 groupes électrogènes appartenant à l'ONU

Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (8 puits et 2 stations d'épuration) dans 2 sites

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 4 sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres et de lutte phytosanitaire dans 4 sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 210 500 litres de carburant (78 000 litres de carburant pour les transports terrestres, 69 000 litres de carburant pour les groupes électrogènes et d'autres installations, 63 000 litres de gaz de pétrole liquéfié pour le chauffage et 500 litres de lubrifiants) dans les points de distribution et les installations de stockage de 9 sites

Services technologiques

Fourniture de 367 radios portatives, de 75 radios mobiles pour véhicules, de 15 radios fixes et de 18 répéteurs à très haute fréquence, ainsi que de l'appui y afférent

Toutefois, des robinets automatiques ont été installés dans le bureau des Nations Unies à Belgrade

14 Groupes électrogènes appartenant à l'ONU ont été exploités et entretenus, sur 5 sites

10 Installations d'approvisionnement et de traitement des eaux appartenant à l'ONU (8 puits et 2 stations d'épuration) ont été exploitées et entretenues, sur 2 sites

124 Kilogrammes (solides) de médicaments périmés

92 Litres (liquides) de médicaments périmés

185 Kilogrammes de déchets médicaux dangereux

494 Kilogrammes de cellules de batterie usagées

4 Sites ont été nettoyés et entretenus. La fourniture de services de lutte phytosanitaire a été reportée en raison de la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil

158 633 Litres de carburant ont été fournis et stockés sur 9 sites, comme suit :

47 702 litres de carburant pour les transports terrestres (33 038 litres de diesel et 14 664 litres d'essence)

Le fait que le nombre de litres consommés ait été inférieur aux prévisions s'explique par une baisse significative du kilométrage opérationnel des véhicules, qui a contribué de manière substantielle à la réduction de la consommation

110 931 litres de diesel et de gaz pour les groupes électrogènes et d'autres installations (49 705 litres de diesel, 60 726 litres de gaz de pétrole liquéfié et 500 litres de lubrifiants)

Le fait que le nombre de litres consommés ait été inférieur aux prévisions s'explique par la réduction de la fréquence des coupures de courant, et donc de l'utilisation des groupes électrogènes, ainsi que par l'enregistrement de températures plus douces que prévu au cours de l'hiver

Le matériel de communication ci-après a été pris en charge :

367 Radios portatives

71 Radios mobiles pour véhicules

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, y compris 2 terminaux VSAT et 20 liaisons hertziennes, et gestion de forfaits pour 1 téléphone satellite et 4 téléphones mobiles	15 Radios fixes 18 Répéteurs à très haute fréquence Un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données a été exploité et entretenu, à savoir :
Fourniture de 367 ordinateurs et de 58 imprimantes pour un effectif moyen de 367 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 94 appareils pour les services communs, les systèmes de vidéoconférence et les interventions en cas de cyberincident, et fourniture de services d'appui connexes	2 Terminaux VSAT 14 Liaisons hertziennes Le nombre de liaisons inférieur aux prévisions est dû à la mise hors service du site de répéteurs de Gjilan/Gnjilane et à la reconfiguration des sites de Cërnushë/Crnuša et de Vidomiriq/Vidomiric à l'aide de nouveaux outils technologiques
Services d'appui et de maintenance pour 17 réseaux locaux et réseaux étendus dans 8 sites	1 Liaison par satellite 4 Forfaits pour téléphones mobiles 370 Ordinateurs destinés à des utilisateurs civils et en tenue 60 Imprimantes 94 Appareils pour les services communs, les systèmes de vidéoconférence et les interventions en cas de cyberincident 17 Réseaux locaux et réseaux étendus ont bénéficié de services d'appui et de maintenance, sur 8 sites
Analyse de données géospatiales et mise à jour des couches topographiques et thématiques, et production de 5 cartes	5 Cartes ont été produites
Mise en œuvre de la norme ISO 27001:2013 relative aux systèmes de management de la sécurité de l'information	1 La norme ISO 27001:2013, relative aux systèmes de management de la sécurité de l'information, a été mise en œuvre, compte étant tenu de toutes les exigences formulées dans le cadre du dernier audit de surveillance
Services médicaux	
Exploitation et gestion de 1 unité médicale à Pristina et de 1 dispensaire à Mitrovica assurant des services médicaux et administratifs courants et des interventions d'urgence	1 Unité médicale a été exploitée et entretenue à Pristina 1 Dispensaire de soins de base a été exploité et entretenu à Mitrovica
Gestion d'un dispositif d'évacuation sanitaire secondaire vers 3 installations médicales (2 de niveau III et 1 de niveau IV) : 1 site à l'intérieur de la zone de la Mission et 2 à l'extérieur	4 Installations médicales ont été utilisés, comme suit : 1 installation de niveau II à Pristina 2 installations de niveau III à Skopje 1 installation de niveau III à Belgrade 1 évacuation sanitaire par avion de ligne et 8 évacuations sanitaires par la route ont eu lieu au cours de l'exercice

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimatif de 1,18 million de dollars	436 600 dollars	Un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs a été fourni aux fins de l'achat de biens et de produits de base d'un montant de 436 600 dollars Le fait que le montant réservé à l'acquisition de biens et de produits de base ait été inférieur aux prévisions est dû à l'annulation partielle du remplacement de matériel de communication et de matériel informatique, de groupes électrogènes, de meubles et d'équipements de sûreté et de sécurité, en raison de la priorité accordée aux besoins en matière de personnel civil
Réception, gestion et distribution de 205 000 kg de marchandises au maximum dans la zone de la Mission	154 782	Kilogrammes de marchandises ont été reçus, gérés et distribués dans la zone de la Mission
Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 9,38 millions de dollars, et communication de l'information y relative	10,72 millions de dollars	Des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur était inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 10,72 millions de dollars, ont fait l'objet d'activités de gestion, de comptabilisation et de communication de l'information

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 18 militaires et policiers (8 observateurs militaires et 10 membres de la police des Nations Unies)	Oui	Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif moyen de : 8 Observateurs militaires 9 Membres de la police des Nations Unies
Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen de 18 militaires et membres du personnel de police	30	Demandes d'indemnités et prestations ont été traitées pour un effectif moyen de 17 militaires et membres du personnel de police
Appui au traitement de 2 demandes de voyage en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation et de 1 demande à des fins de formation	Oui	5 demandes de voyage à l'extérieur de la zone de la Mission à des fins autres que la formation ont été traitées pour des membres de la police des Nations Unies 4 ateliers et activités de formation externes ont été suivis par 3 membres de la police des Nations Unies et 1 observateur(trice) militaire des Nations Unies

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 79 véhicules appartenant à l'ONU (53 véhicules légers, 11 véhicules à usage spécial, 5 véhicules blindés, 2 ambulances et 8 autres véhicules spécialisés, remorques et accessoires) dans	77	Véhicules appartenant à l'ONU ont été exploités et entretenus, à savoir :
	53	Véhicules légers
	10	Véhicules à usage spécial

6 ateliers répartis sur 3 sites et fourniture de services de transport

2 Ambulances

5 Véhicules blindés

7 Autres véhicules spécialisés (3 engins de manutention, 1 remorque et 3 attelages)

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	246,5	234,5	12,0	4,9
Contingents	—	—	—	—
Police des Nations Unies	327,5	342,4	(14,9)	(4,5)
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	574,0	576,9	(2,9)	(0,5)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	19 883,7	20 914,9	(1 031,2)	(5,2)
Administrateurs recrutés sur le plan national	2 275,7	2 386,6	(110,9)	(4,9)
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	8 475,3	8 804,0	(328,7)	(3,9)
Volontaires des Nations Unies	954,3	932,7	21,6	2,3
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	3,0	2,3	0,7	23,3
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Total partiel	31 592,0	33 040,5	(1 448,5)	(4,6)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	26,7	21,2	5,5	20,6
Voyages officiels	315,8	237,8	78,0	24,7
Installations et infrastructures	2 685,8	2 208,6	477,2	17,8
Transports terrestres	234,8	137,1	97,7	41,6
Opérations aériennes	—	—	—	—
Opérations maritimes ou fluviales	—	—	—	—
Communications et informatique	1 783,8	1 265,9	517,9	29,0
Santé	84,9	41,1	43,8	51,6
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	3 368,7	3 099,8	268,9	8,0
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	8 500,5	7 011,5	1 489,0	17,5
Total brut	40 666,5	40 628,9	37,6	0,1
Recettes provenant des contributions du personnel	4 154,6	4 286,8	(132,2)	(3,2)
Total net	36 511,9	36 342,1	169,8	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	40 666,5	40 628,9	37,6	0,1

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	574,0	2,9	576,9
II. Personnel civil	31 592,0	1 448,5	33 040,5
III. Dépenses opérationnelles	8 500,5	(1 451,4)	7 049,1
Total	40 666,5	–	40 666,5
Pourcentage de réaffectations			3,6

22. La réaffectation de fonds à la catégorie II visait principalement à répondre à l'augmentation des dépenses non discrétionnaires relatives au personnel civil, du fait principalement des facteurs suivants : a) l'utilisation d'un coefficient d'ajustement moyen effectif supérieur à celui prévu au budget, combinée à des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu pour le personnel recruté sur le plan international ; b) l'application d'un barème des traitements revu à la hausse, combinée à l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis.

23. La réaffectation de fonds à la catégorie III a été rendue possible grâce : a) au report de projets et d'acquisitions s'agissant du remplacement de matériel de communication et de matériel informatique, de véhicules, d'uniformes pour le personnel de sécurité, de logiciels et de licences ; b) l'annulation d'un certain nombre d'ateliers et cours de formation.

C. Engagements d'exercices antérieurs : annulations

24. Des engagements d'exercices antérieurs, à savoir les exercices 2021/22 à 2023/24, ont été annulés comme suit :

Annulations d'engagements d'exercices antérieurs : tendances

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montants^a</i>		
	<i>2021/22</i>	<i>2022/23</i>	<i>2023/24</i>
Militaires et personnel de police	0,8	1,8	2,9
Personnel civil	3,7	20,6	7,8
Dépenses opérationnelles	14,3	59,8	316,5
Total	18,8	82,2	327,2

^a Les montants représentent le total des engagements annulés à la fin de la période de 12 mois suivant la fin de l'exercice budgétaire pour la livraison de biens ou la fourniture de services au cours de l'exercice en question, et à l'issue d'une période supplémentaire de quatre ans dans le cas des montants à rembourser aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police.

D. Gains d'efficacité

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Estimation du gain d'efficacité</i>	<i>Mesure</i>	<i>Gains réalisés</i>	<i>Écart</i>
Installations et infrastructures	0,8	Des gains d'efficacité s'agissant de la consommation d'électricité étaient attendus du fait de la rénovation du dispositif de stockage de l'installation photovoltaïque du site de répéteurs de Germia et de la mise en place d'un système de refroidissement centralisé dans le Bureau régional de Mitrovica	–	-0,8
Transports terrestres	1,9	Le remplacement proposé de deux véhicules à combustibles fossiles par deux véhicules hybrides devait permettre d'économiser quelque 1 620 litres de carburant et des coûts d'entretien, en plus de la réduction attendue des émissions de dioxyde de carbone	–	-1,9
Total	2,7		–	-2,7

25. Les gains d'efficacité attendus au titre des installations et infrastructures et des transports terrestres n'ont pas été réalisés en raison du report de l'acquisition des éléments suivants : a) des dispositifs destinés à améliorer le système de stockage de l'installation photovoltaïque du site de répéteurs de Germia ; b) deux véhicules hybrides destinés à remplacer des véhicules à combustibles fossiles. Cette situation tient à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil.

E. Autres produits et ajustements, et avances internes

1. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produits des placements	1,5
Produits divers ou accessoires ^a	33,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	327,2
Total	361,7

^a Ventilation des produits divers ou accessoires : remboursement de dépenses afférentes à l'exercice précédent (11 800 dollars) et produits divers (21 200 dollars).

2. Avances internes

26. Au vu de sa situation de trésorerie, la MINUK a reçu des prêts d'autres missions de maintien de la paix en activité au cours de l'exercice considéré :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>En date du</i>	<i>Mission prêteuse</i>	<i>Montant</i>
31 juillet 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (20,0), MINUSMA (6,9) et FINUL (4,1)	31,0
31 août 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	28,8
30 septembre 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	13,9
31 octobre 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	13,9
30 novembre 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	9,9
31 décembre 2023	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	15,2
31 janvier 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	15,2
29 février 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	19,7
31 mars 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix	22,6
30 avril 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (22,6) et FINUL (4,3)	26,9
31 mai 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (22,6), FINUL (4,3) et FNUOD (3,8)	30,7
30 juin 2024	Fonds de réserve pour le maintien de la paix (22,6), FINUL (4,3), FNUOD (3,8) et MONUSCO (0,8)	31,5

Abréviations : FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban ; FNUOD = Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement ; MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali ; MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

F. Activités de fond et activités relatives aux programmes

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Description</i>	<i>Montant approuvé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>Réalisation escomptée correspondante</i>
État de droit et réforme du secteur de la sécurité	766,6	581,7	184,9	1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo 1.3 Progrès dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains
Promotion et protection des droits humains	383,4	489,9	(106,5)	1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo 1.3 Progrès dans les domaines de l'état de droit, de la sécurité et des droits humains
Projets de stabilisation des communautés	1 364,1	1 574,8	(210,7)	1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo
Les femmes et la paix et la sécurité	300,0	110,5	189,5	1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo

<i>Description</i>	<i>Montant approuvé</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	<i>Réalisation escomptée correspondante</i>
Les jeunes et la paix et la sécurité	75,0	85,7	(10,7)	1.1 Progrès sur la voie de la réconciliation et de l'intégration de toutes les communautés du Kosovo
Total	2 889,1	2 842,6	46,5	

27. Dans le cadre des mesures prises pour améliorer la transparence et la cohérence, des catégories standard sont désormais employées dans l'ensemble des missions et dans le rapport d'ensemble, mais peuvent être différentes des catégories utilisées pour la MINUK jusqu'à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. En conséquence, les écarts entre les catégories des projets d'activités relatives aux programmes mis en œuvre par la Mission durant l'exercice 2023/24 sont principalement imputables au regroupement des projets à des fins de communication de l'information.

G. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut de la Mission ^a	81,1
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	81,1

^a Y compris les terrains et locaux fournis par le Gouvernement serbe au Bureau des Nations Unies à Belgrade.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(1 031,2)	5,2 %

28. Le dépassement de crédits tient essentiellement : a) à l'application d'un coefficient d'ajustement moyen effectif supérieur au coefficient appliqué dans le budget approuvé pour le calcul des traitements des membres du personnel recruté sur le plan international ; b) à des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu pour les cotisations de retraite, les affectations et les nominations, les voyages et les congés dans les foyers.

29. Le dépassement de crédits a été partiellement compensé par un taux effectif moyen de vacance de postes plus élevé que le taux figurant dans le budget approuvé (14,2 % contre 13,3 %).

	<i>Écart</i>	
Administrateurs recrutés sur le plan national	(110,9)	(4,9 %)

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

30. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'application du barème révisé des traitements des administrateurs recrutés sur le plan national promulgué en mai 2023 ; b) l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux moyen effectif ayant été de 0,924 euro pour 1 dollar des États-Unis, contre un taux de 0,967 euro dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	(328,7)	(3,9 %)

31. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'application du barème révisé des traitements des agents des services généraux recrutés sur le plan national promulgué en mai 2023 ; b) l'appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux moyen effectif ayant été de 0,924 euro pour 1 dollar des États-Unis, contre un taux de 0,967 euro dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	0,7	23,3 %

32. La sous-utilisation des crédits s'explique par des coûts réels inférieurs aux prévisions en ce qui concerne la part revenant à la Mission des dépenses afférentes aux membres du secrétariat du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies travaillant à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	5,5	20,6 %

33. La sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que les coûts ont été inférieurs aux prévisions s'agissant : a) des consultants en informatique ; b) des services de conseil, les analyses physiques et chimiques de la qualité de l'eau ayant été moins nombreuses que prévu pour les bureaux de Pristina et de Mitrovica.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	78,0	24,7 %

34. La sous-utilisation des crédits est due à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil (catégorie II), laquelle a nécessité d'annuler des déplacements prévus aux fins de la participation à un certain nombre d'ateliers et formation en présentiel.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	477,2	17,8 %

35. La sous-utilisation des crédits tient principalement à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil (catégorie II), qui a nécessité de remettre à plus tard divers projets inscrits au budget, à savoir : a) l'installation d'un système photovoltaïque supplémentaire au quartier général de la Mission, à Pristina ; b) l'amélioration du système de chauffage et de climatisation dans la zone E du quartier général de la Mission, à Pristina ; c) la peinture des murs intérieurs dans les locaux du Bureau des Nations Unies à Belgrade ; d) la fourniture de services de lutte phytosanitaire ; e) l'acquisition d'uniformes pour le personnel de sécurité.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	97,7	41,6 %

36. La sous-utilisation des crédits est principalement due à : a) la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil (catégorie II), laquelle a nécessité de remettre à plus tard l'acquisition de deux véhicules de remplacement ; b) une consommation de carburant inférieure aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	517,9	29,0 %

37. La sous-utilisation des crédits est principalement due à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil (catégorie II), laquelle a nécessité de reporter : a) l'acquisition de matériel de communication et de matériel informatique, ainsi que de pièces de rechange ; b) l'acquisition de nouveaux logiciels et licences et le règlement des frais de maintenance ; c) la mise en œuvre d'un projet visant à numériser des documents d'information et des documents de sensibilisation à l'intention du public.

	<i>Écart</i>	
Santé	43,8	51,6 %

38. La sous-utilisation des crédits est principalement due : a) à l'absence de dépenses au titre d'évacuations sanitaires par vols charters et de services mortuaires ; b) au fait qu'il n'y a pas eu besoin d'acheter autant de tests d'amplification en chaîne par polymérase et de fournitures médicales permettant de lutter contre la pandémie de COVID-19 que prévu, parce que des stocks étaient disponibles et que la prévalence de la maladie parmi les membres du personnel et les personnes à leur charge a diminué.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	268,9	8,0 %

39. La sous-utilisation des crédits est principalement due à la réaffectation des ressources face à l'augmentation des besoins au titre du personnel civil (catégorie II), laquelle a nécessité : a) de remettre à plus tard certaines acquisitions, d'où une baisse, par rapport aux prévisions, des dépenses de fret et des coûts connexes ; b) d'annuler un certain nombre de formations, avec à la clef des frais de formation inférieurs aux prévisions.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

40. En ce qui concerne le financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, soit 37 600 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des produits divers de l'exercice clos le 30 juin 2024, soit 361 700 dollars [produits des placements (1 500 dollars), produits divers ou accessoires (33 000 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (327 200 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 76/274

Assemblée générale

Questions concernant les opérations de maintien de la paix en général

(Résolution 76/274)

Décision ou demande

Mesures prises

Prie de nouveau le Secrétaire général de veiller à ce que les missions aient la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elles rendent compte de l'emploi qu'elles en font, conformément aux directives et compte tenu du contexte dans lequel elles évoluent, et le prie d'améliorer encore l'application du principe de responsabilité et la transparence en faisant figurer, dans ses prochains projets de budget et dans les rapports sur l'exécution du budget, des renseignements détaillés sur les activités des missions relatives aux programmes, y compris les dépenses et le montant proposé par catégorie pour les « autres » activités relatives aux programmes et des renseignements sur la façon dont ces activités ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation, sur la mise en place par les missions des contrôles voulus, sur les partenariats noués avec les gouvernements hôtes, la société civile et les organisations régionales et sous-régionales pour mener les activités relatives aux programmes et sur l'impact de ces partenariats, selon qu'il conviendra (par. 81).

La Mission s'assure qu'il existe des liens directs entre les mandats et l'étude d'impact au moyen de mécanismes internes mis en place pour faciliter la planification, l'examen et l'approbation des projets d'activités relatives aux programmes, ainsi que de partenariats de réalisation appropriés. Elle a démontré le rôle stratégique de ses activités relatives aux programmes, qui s'alignent sur son approche axée sur l'être humain.

On trouvera aux paragraphes 14 et 15 du présent rapport et dans le document complémentaire de plus amples renseignements sur les activités relatives aux programmes entreprises par la Mission, y compris la manière dont ces activités ont contribué à l'exécution du mandat de la Mission et la façon dont celle-ci s'est associée à d'autres entités pour les mener à bien.